



Plan de cours

Fondements du droit canadien

(Révisé en novembre 2020)

**Les candidats doivent prendre note que le plan de cours
pourra être mis à jour de temps à autre sans préavis.**

**Il revient aux candidats de s'assurer d'avoir en main le
plan de cours le plus récent.**



Fondements du droit canadien

OBJECTIFS DU COURS

- Présenter aux candidats au CNE un aperçu du système juridique canadien et du rôle de la loi au sein de la société canadienne;
- Revoir différentes doctrines tel qu'elles s'appliquent au droit canadien;
- Présenter le cadre juridique global dans lequel s'inscrivent les domaines particuliers du droit étudiés dans les autres cours;
- Présenter aux candidats les différentes sources du droit canadien;
- Comparer les différentes branches du gouvernement canadien et analyser les liens entre celles-ci;
- Expliquer aux candidats le processus d'élaboration des traités canadiens et l'intégration du droit international au droit national;
- Expliquer aux candidats la relation spéciale existant entre les peuples autochtones et le gouvernement fédéral canadien, et leur montrer comment évaluer de façon critique les répercussions du système judiciaire canadien sur les communautés autochtones et d'autres communautés minoritaires;
- Expliquer aux candidats la nature et la fonction de l'examen judiciaire et des approches de base par rapport à l'interprétation législative.

ÉVALUATION

Ce cours comporte un seul examen, à livre ouvert, et valant **100 %** de la note de l'étudiant.

Cet examen comprendra des questions à réponse courte et/ou de courtes dissertations et/ou des problèmes à résoudre et/ou de questions à choix multiples.

- Les questions à réponse courte et les questions à choix multiples permettent d'évaluer la capacité des candidats à analyser des déclarations concernant les documents énumérés au présent plan de cours de façon succincte.
- Les courtes dissertations permettent de déterminer si les candidats ont évalué les documents énumérés au présent plan de cours de façon critique et s'ils ont commencé à formuler leur propre opinion à propos des forces et faiblesses des arguments, des principes et des doctrines dont il est question dans ces documents.
- Les problèmes à résoudre permettent d'évaluer la capacité des candidats à cerner des questions d'ordre juridique, d'énoncer avec justesse les règles juridiques applicables, d'appliquer ces règles à de nouvelles situations, et de tirer des conclusions en fonction d'une analyse. Autrement dit, les problèmes à résoudre exigent l'exercice d'un jugement indépendant fondé sur l'application de règles générales à des trames factuelles précises.



PRINCIPAUX DOCUMENTS

- Forcese, Craig *et coll.*, *Public Law: Cases, Commentary, and Analysis*, 4^e édition (Toronto : Emond Montgomery, 2020). [Ci-après, « Forcese ».]
<https://emond.ca/public-law-cases-commentary-and-analysis-4th-edition.html>
- La jurisprudence obligatoire (non incluse dans l'ouvrage susmentionné) est accessible gratuitement sur le site Web de CanLII : <http://www.canlii.ca/>.

DOCUMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Si vous souhaitez approfondir vos connaissances à propos de ces sujets, vous pouvez consulter les sources qui suivent. Elles sont disponibles dans la majorité des bibliothèques de droit au Canada.

- Gerald Heckman, « The Role of International Human Rights Norms in Administrative Law » (chapitre 16 de Flood and Sossin, édés., *Administrative Law in Context*, 3^e édition, Emond Montgomery 2018).
- Eisenberg, M., *The Nature of the Common Law*, (Cambridge, Mass : HUP, 1991)
- Fairlie, John et Philip Sworden, *Introduction to Law in Canada*, 2^e éd. (Toronto : Emond Montgomery 2019).
- Forcese, Craig et Aaron Freeman, *The Laws of Government: The Legal Foundations of Canadian Democracy*, 2^e édition (Toronto : Irwin Law, 2011)
- Forsey, Eugene A., *Les Canadiens et leur système de gouvernement*, 10^e éd. (Ottawa : Bibliothèque du Parlement, 2020) (en ligne) :
<https://lop.parl.ca/about/parliament/senatoreugeneforseysbook/preface-f.html>
- Sasha Baglay, *Introduction to the Canadian Legal System*, (Toronto : Pearson, 2015)
- Hogg, Peter W., *Constitutional Law of Canada*, 2019 Student Edition (Toronto : Carswell, 2019).
- Ministère de la Justice du Canada, « Le système de justice du Canada »
<https://www.justice.gc.ca/fra/sjc-csj/dlc-rfc/ccdl-ccrf/check/index.html>
- Schauer, F., *Thinking Like a Lawyer: A New Introduction to Legal Reasoning*, (Cambridge, Mass : HUP, 2012)
- Waddams, S. M., *Introduction to the Study of Law*, 8^e édition, (Toronto : Carswell, 2016)



COMPOSANTES

1. Théories juridiques de base :

- Le positivisme et droit naturel
- Les perspectives féministes sur le droit
- Les études juridiques essentielles
- Le droit et l'économie

Lectures obligatoires

Forcese, chapitre 2

Leslie Green, « Legal Positivism » (2003), Stanford Encyclopedia of Philosophy :
<https://plato.stanford.edu/entries/legal-positivism/>

Reem Bahdi, « Arabs, Muslims, Human Rights, Access to Justice and Institutional Trustworthiness » (2018), 96:1 Canadian Bar Review, 72-119 :
<https://cbr.cba.org/index.php/cbr/article/view/4450>

Robin Maynard, « Arrested (In)justice: From the streets to the prison » dans *Policing Black Lives: State Violence in Canada from Slavery to the Present* (Fernwood Publishing, 2017)
https://ocpm.qc.ca/sites/ocpm.qc.ca/files/pdf/P100/8-38_robyn_maynard.pdf

2. Les peuples autochtones et le droit :

- Les droits des peuples autochtones et les titres ancestraux
- L'aspiration des communautés autochtones en matière d'autonomie gouvernementale
- Le processus moderne d'élaboration des traités

A. Lectures obligatoires

Forcese, chapitre 3

Paragraphe 91(24) de la *Loi constitutionnelle de 1867* (R.-U.), 30 et 31 Victoria, ch. 3

Article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*, annexe B de la *Loi de 1982 sur le Canada* (R.-U.), 1982, c. 11

Sommaire du rapport final de la Commission de vérité et réconciliation du Canada; Honorer la vérité, réconcilier pour l'avenir
http://www.trc.ca/assets/pdf/French_Exec_Summary_web_revised.pdf



John Borrows, « Seven Gifts: Revitalizing Living Laws through Indigenous Legal Practice », (2016-2017) 2:1 Lakehead Law Journal :
<https://llj.lakeheadu.ca/article/view/1490/825>

Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones :
<https://undocs.org/fr/A/RES/61/295>

Hayden King, « UNDRIP's Fundamental Flaw » (2019) :
<https://www.opencanada.org/features/undrips-fundamental-flaw/>

Naiomi Walqwan Metallic, « A Human Right to Self-Government over First Nations Child and Family Services and Beyond: Implications of the Caring Society Case. » (2018) 28 Journal of Law and Social Policy 41:
<https://digitalcommons.osgoode.yorku.ca/cgi/viewcontent.cgi?article=1337&context=jlsp>

Brenda L. Gunn, « Implementing the UN Declaration through Domestic Legislation: A Canadian Example » dans UNDRIP Implementation, Comparative Approaches, Indigenous Voices from CANZUS (2020) à la p. 67 :
www.cigionline.org/sites/default/files/documents/UNDRIPIII_web_mar27.pdf

B. Lectures obligatoires concernant les sujets suivants : Droits des peuples autochtones :

Rio Tinto Alcan Inc. c. Conseil tribal Carrier Sekani, [2010] 2 RCS 650

Chippewas of the Thames First Nation c. Enbridge Pipelines Inc., [2017] 1 RCS 1099

Mikisew Cree First Nation v. Canada (Gouverneur général en conseil), 2018 CSC 40

Pastion c. Première Nation Dene Tha, 2018 CF 648

R. v. Desautel, 2021 SCC 17

Scott Carrière, « Whose Sovereignty is it Anyway? The Borders of Aboriginal Rights along the Sovereign Borders of Canada » (20 janvier 2020) :
https://ablawg.ca/wp-content/uploads/2020/01/Blog_SC_Desautel.pdf

C. Lectures obligatoires concernant les sujets suivants : Titres ancestraux :

Kent McNeil, « The Source, Nature, and Content of the Crown's Underlying Title to Aboriginal Title Lands », (2018) 96:2 Canadian Bar Review, 273-293 :
https://digitalcommons.osgoode.yorku.ca/scholarly_works/2709/

Terre-Neuve-et-Labrador (Procureur général) c. Uashaunnuat (Innus de Uashat et de Mani Utenam), 2020 CSC 4

Nation Tsilhqot'in c. Colombie-Britannique, 2014 2 CSC 44

Daniels c. Canada (Affaires indiennes et du Nord canadien), 2016 CSC 12

Brown v. Canada (Attorney General) 2017 ONSC 251



D. Lectures obligatoires concernant les sujets suivants : Traités autochtones :

R. c. Marshall; *R. c. Bernard*, [2005] 2 RCS 220, 2005 CSC 43, 2005 CSC 43

3. Sources du droit canadien :

- Les traditions de la common law et du droit civil
 - i) La réception du droit européen
 - ii) Le bijuridisme
 - iii) La méthode de la common law : Précédent et équité
- Droit législatif
- Droit international

Lectures obligatoires

Forcese, chapitre 4

Marie-Claude Gervais et Marie-France Séguin, « Le bijuridisme au Canada et dans le monde : Quelques considérations » (2001), ministère de la Justice du Canada, <http://www.justice.gc.ca/fra/pr-rp/sjc-csj/harmonization/hlf-hfl/f2-b2/bf2.pdf>

Grimard c. Canada, [2009] CAF 47

Hill v. Église de scientologie de Toronto, [1995] 2 RCS 1130

Debra Parkes, « Precedent Revisited: *Carter v Canada (AG)* and the Contemporary Practice of Precedent », (2016) 10 *Revue de droit et de santé de McGill* 123 :

<https://mjlh.mcgill.ca/issues/volume-10-issue-1-101-special-issue-2016/precedent-revisited-carter-v-canada-ag-and-the-contemporary-practice-of-precedent/>

Tan c. Canada (Procureur général), 2018 CAF 186

Catherine Valcke, « Quebec Civil Law and Canadian Federalism » (1996) 21 *Yale J. of International Law*, 67-121 :

<https://pdfs.semanticscholar.org/628f/ac137bb28dd8f340623479421a81d71b5505.pdf>

Lionel Smith, « Equity is Not a Single Thing » (2018) :

https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3376874

Baker c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration), [1999] 2 RCS 817 (lire le sommaire pour vous mettre en contexte quant aux faits, lire les paragraphes 69 à 71 et 78 à 81)

De Guzman c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration), 2005 CAF 436

Gib Van Ert, « Canada » dans Sloss and Jinks (éds.), *The Role of Domestic Courts in Treaty Enforcement: A Comparative Study* (Cambridge University Press, 2009) :

<http://www.litigationchambers.com/pdf/vanErt-domestic-courts.pdf>

Renvoi relatif à la Loi sur la Cour suprême, art. 5 et 6, 2014 CSC 21, [2014] 1 RCS 433, paragraphes 1 à 12 et 72 à 107



Claire L'Heureux-Dubé, « The Dissenting Opinion: Voice of the Future? » Osgoode Hall Law Journal 38.3 (2000) : 495-517.

<https://digitalcommons.osgoode.yorku.ca/ohlj/vol38/iss3/4>

4. Principes de base du système juridique canadien :

- La Constitution du Canada
- Principes soutenant le droit public
 - i) La primauté du droit
 - ii) La suprématie de la Constitution
 - iii) La souveraineté du Parlement
 - iv) Le fédéralisme
 - v) La séparation des pouvoirs
 - vi) L'indépendance judiciaire (aperçu)
- Modification de la Constitution

Lectures obligatoires

Forcese, chapitre 5

Singh c. Canada (Procureur général), 2000 CanLII 17100 (CAF), paragraphes 13-44

Alyn James Johnson, « The Judges Reference and the Secession Reference at Twenty: Reassessing the Supreme Court of Canada's Unfinished Unwritten Constitutional Principles Project », 2019 56-4 Alberta Law Review 1077 :

www.canlii.org/t/skqd

5. Le Parlement et ses composantes :

- Le monarque et le gouverneur général
- Le Sénat
- La Chambre des communes

Lectures obligatoires

Forcese, chapitre 6

Barnes et coll., « La réforme du Sénat du Canada : Foire aux questions », document d'information, Bibliothèque du Parlement (2011)



6. Les fonctions du Parlement :

- La convocation
- La prorogation
- La dissolution
- Les principaux acteurs
- La procédure parlementaire et la législation

Lectures obligatoires

Forcese, chapitre 7

Duffy v. Senate of Canada, 2018 ONSC 7523

Chagnon c. Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec, 2018 CSC 39

Singh v. Attorney General of Quebec, 2018 QCCA 257

7. Le pouvoir exécutif et ses fonctions :

- Les fonctions du pouvoir exécutif
- Les sources du pouvoir exécutif
- Les institutions exécutives et l'exécutif politique

Lectures obligatoires

Forcese, chapitre 8

Lorne Sossin, « The Puzzle of Independence and Parliamentary Democracy in the Common Law World » dans Susan Rose-Ackerman et al, *Comparative Administrative Law*, 2^e éd. (Edward Elgar Publishing, 2017)

https://law.yale.edu/sites/default/files/area/conference/compadmin/compadmin16_sossin_puzzle.pdf

Tesla Motors Canada ULC v. Ontario (Ministry of Transportation), 2018 ONSC 5062

Toronto v. AG Ontario, 2019 ONCA 732

8. Les tribunaux et l'appareil judiciaire:

- La structure du système judiciaire canadien
- La nomination des juges
- L'indépendance judiciaire



Lectures obligatoires

Forcese, chapitre 9

Sonia Lawrence, « Reflections: On Judicial Diversity and Judicial Independence » dans Dodek, Adam M. et Sossin, Lorne, (éds.), *Judicial Independence in Context* (Toronto : Irwin Law, 2010), 193 : https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2043089

Eszter Bodnár, « What Can the World Learn from Canada, What Can Canada Learn from the World? » (2017) *Elte Law Journal* :
https://eltelawjournal.hu/wp-content/uploads/2019/02/09_Bodnar.pdf

Smith c. Canada (Procureur général), 2020 CF 629

9. Interprétation des lois :

- Les approches en matière d'interprétation
- L'approche moderne en matière d'interprétation

Lectures obligatoires :

Forcese, chapitre 10, pp. 408-516

Ruth Sullivan, « Some Problems with the Shared Meaning Rule as Formulated in *R v Daoust* and *The Law of Bilingual Interpretation* » (2010) 42:1 *Ottawa Law Review* 71, 2010 *CanLIIDocs* 76 : <http://www.canlii.org/t/28dw>

John Mark Keyes et Carol Diamond, « Constitutional Inconsistency in Legislation – Interpretation and the Ambiguous role of Ambiguity » (2017) 48:2 *Ottawa Law Review*, 315-55 : https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3059885

10. Contraintes applicables aux actions législatives et aux mesures administratives:

- La révision judiciaire au sein d'une société démocratique
- La révision judiciaire des mesures administratives

Lectures obligatoires :

Forcese, chapitre 11

Shuttleworth v. Ontario (Safety, Licensing Appeals and Standards Tribunals), 2019 ONCA 518

Highwood Congregation of Jehovah's Witnesses (Judicial Committee) c. Wall, 2018 SCC 26



Mary Liston, « Transubstantiation in Canadian Public Law: Processing Substance and Instantiating Process » dans John Bell et al, éd(s), *Public Law Adjudication in Common Law Systems: Process and Substance* (Oxford : Hart, 2016) 213 :

https://commons.allard.ubc.ca/cgi/viewcontent.cgi?article=1214&context=fac_pubs

Paul Daly, « Vavilov Hits the Road » :

<https://www.administrativelawmatters.com/blog/2020/02/04/vavilov-hits-the-road/>

Paul Daly, « *Vavilov* and the Culture of Justification in Contemporary Administrative Law » (3 juin 2020): https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3618743

Cristie Ford, « *Vavilov*, Rule of Law Pluralism, and What Really Matters »
(27 avril 2020) :

www.administrativelawmatters.com/blog/2020/04/27/vavilov-rule-of-law-pluralism-and-what-really-matters-cristie-ford/



Éditeurs canadiens

Carswell (Thomson Reuters)
Corporate Plaza
2075, chemin Kennedy
Scarborough (Ontario) M1T 3V4

Tél. : 416-609-3800 ou 1-800-387-5164
Courriel : carswell.customerrelations@thomsonreuters.com
URL : <http://www.carswell.com/>

Irwin Law Inc.
14, rue Duncan
Toronto (Ontario) M5H 3G8

Tél. : (Canada et É.-U.) 416-862-7690 ou 1-888-314-9014
Télééc. : 416-862-9236
Courriel : contact@irwinlaw.com
URL : <http://www.irwinlaw.com/>

Emond Montgomery
60, avenue Shaftesbury
Toronto (Ontario) M4T 1A3

Tél. : 416-975-3925
Télééc. : 416-975-3924
Courriel : info@emp.ca
URL : <http://www.emp.ca/>

Lexis Nexis Canada Inc.
(pour les documents imprimés
seulement et non pour l'accès à
Quicklaw)

Contact : Service à la clientèle
Tél. : 905-415-5823 ou 1-800-668-6481
Télééc. : 905-479-4082 ou 1-800-461-3275
Courriel : Customerservice@lexisnexis.ca
URL : <http://www.lexisnexis.ca/en-ca/home.page>

Canada Law Books
240, rue Edward
Toronto (Ontario) L4G 3S9

Tél. : (Canada et É.-U.) 416-609-3800 ou 1-800-387-5164
Courriel : carswell.customerrelations@thomsonreuters.com
URL : <http://www.carswell.com/>

Ressources en ligne

La majorité de la jurisprudence et des ressources législatives dont les étudiants du CNE ont besoin se trouvent sur le site de CanLII, la source d'information juridique gratuite financée par la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada (www.canlii.org). Ce site comprend toutes les décisions de la Cour suprême du Canada et de toutes les cours fédérales, provinciales, territoriales et d'appel.

Les frais d'inscription que vous avez payés couvrent également l'accès gratuit aux ressources Quicklaw de Lexis Nexis. Quelques semaines après la fin de la période d'inscription, votre identificateur d'utilisateur et votre mot de passe seront établis et vous seront envoyés à l'adresse de courriel se trouvant dans votre dossier.

Ouvrez une session sur Quicklaw à partir du site Web suivant : <http://www.lexisnexis.com/ca/legal>. La première fois que vous ouvrirez une session sur le site de Quicklaw, on vous demandera de modifier ou de personnaliser votre mot de passe. N'oubliez pas que votre identificateur d'utilisateur et votre mot de passe sont personnels et ne doivent être révélés à personne.

Si vous oubliez ou perdez le mot de passe de votre compte Quicklaw, vous pouvez le récupérer en cliquant sur le lien intitulé « Forgot Password? » [Mot de passe oublié] sur la page de connexion de Quicklaw. Pour toute autre question, veuillez envoyer un courriel à ftang@flsc.ca.

Veuillez lire et respecter les conditions d'utilisation lorsque vous recevrez vos identifiants Quicklaw. Sinon, votre compte Quicklaw sera fermé sans préavis.

Vous pouvez communiquer avec le service à la clientèle de Lexis Nexis Quicklaw en envoyant un courriel à service@lexisnexis.ca ou en composant le 1-800-387-0899.